

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Subvention dite
**« Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des
fédérations et associations nationales »**

Août 2019

Année : 2019-2022
Partenaire :
Association :
Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

Les conditions ci-dessous de la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales » constituent la présente convention.

Entre :

XXXX

Ci-après désigné « le partenaire ».

Et :

La Caisse nationale des allocations familiales représentée par Monsieur Vincent. MAZAURIC directeur, dont le siège est situé 32, Avenue de la Sibelle – 75685 Paris Cedex 14.

Ci-après désignée « la Cnaf ».

**Préambule : Les finalités de la politique d'action sociale familiale de la
branche Famille**

Par son action sociale, la branche Famille contribue au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf et la Cnaf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par la branche Famille visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les rapports entre la Cnaf et le partenaire nommé ci-dessus, lequel s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le ou les projets validés par le conseil d'administration de la Cnaf ou son instance délégataire.

La Cnaf contribue financièrement à ce ou ces projets, conformément à la doctrine vie associative de la branche Famille¹.

La présente convention comporte deux annexes : la première comporte la Charte de la laïcité et la seconde précise le contenu du ou des projets faisant l'objet d'un financement par la Cnaf et tels que validés par le conseil d'administration de la Cnaf ou son instance délégataire.

Article 2- L'objet du soutien de la Cnaf

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit l'ambition de soutenir les associations structurées en tête de réseau permettant de décliner les politiques familiales et sociales au plus près des besoins des familles. À ce titre, la Cnaf soutient et s'appuie largement sur les réseaux associatifs pour la mise en œuvre des interventions relevant des missions de la branche Famille et la réalisation des engagements de la Branche pris avec l'État pour la période 2018-2022.

Plus spécifiquement ce financement national permet aux fédérations et associations nationales, selon leur niveau de structuration :

- soit de renforcer leur rôle et leurs actions de pilotage et d'accompagnement de leurs structures locales affiliées afin de mettre en œuvre le ou les projets retenus par la Cnaf ;
- soit d'offrir un appui au développement et à la structuration des réseaux émergents, notamment afin de construire des relations partenariales avec les Caf à l'échelle départementale ou régionale.

Ainsi, les projets financés au titre de la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales » ont pour objet de développer, de manière non cumulative, un des deux axes d'intervention suivants :

- **Axe 1 : Le soutien des têtes de réseaux associatives dans leurs fonctions d'accompagnement et de soutien de leur réseau associatif.**
- **Axe 2 : L'appui au développement et à la structuration des réseaux associatifs émergents.**

¹ Validée par le conseil d'administration de la Cnaf le 18 septembre 2018 en cohérence avec les orientations de la Cog 2018–2022.

Article 3 - L'éligibilité à la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales ».

Pour pouvoir bénéficier d'un financement de la branche Famille au titre de la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales », les projets doivent répondre aux différents critères définis dans le cahier des charges « Soutien aux projets des têtes de réseaux associatives ».

Ainsi, le financement est accordé aux réseaux associatifs porteurs d'un projet s'adressant à l'ensemble des familles, dans une visée généraliste et dont les actions s'inscrivent dans les champs d'intervention de la branche Famille ².

Les associations doivent également :

- avoir un fonctionnement démocratique ;
- réunir de façon régulière leurs instances statutaires et veiller à leur renouvellement ;
- développer des actions en cohérence avec la charte de la laïcité de la branche Famille ;
- respecter la liberté de conscience de leurs membres ;
- ne pas proposer d'actions à visée communautariste ou sectaire ;
- avoir et justifier d'une transparence de gestion.

Sont exclus des financements de la Cnaf au titre du soutien des fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales, les projets développés dans les champs relatifs à la protection de l'enfance, au sanitaire et médico-social et à la prévention spécialisée.

Les bénéficiaires de ces subventions doivent être juridiquement constitués et répondre aux trois critères suivants :

- avoir le statut associatif en référence à la loi 1901 et être immatriculé à ce titre au répertoire SIRENE³,
- être tête de réseau (union, coordination, fédération nationale, etc.).

Pour ce dernier critère, ils doivent répondre à une ou plusieurs des fonctions suivantes :

- la définition et la mise en œuvre des orientations politiques ;
- la représentation auprès des différentes instances nationales ;
- le conseil, l'ingénierie et le pilotage des associations adhérentes ;
- la mise à disposition d'outils (publications, sites Internet) nécessaires au développement de l'activité.

Afin de s'assurer de l'ancrage territorial des fédérations et des associations nationales, les têtes de réseaux associatives doivent justifier d'une implantation territoriale dans au moins 30 départements et avoir établi des liens de partenariat avec au moins vingt Caf.

Il est à noter, que pour les partenaires ayant précédemment formalisé une relation partenariale avec la Cnaf, deux situations sont à distinguer :

² Tel que prévu dans la Cog 2018-2022 signée entre la branche Famille et l'Etat (cf préambule de la présente convention)

³ Décret n°2006-887 du 17 juillet 2006 et Arrêté du 25 septembre 2006 Cette démarche auprès de l'Insee permet d'obtenir le numéro de Siret, obligatoire, pour percevoir des fonds publics et lorsque l'association est employeur.

- la tête de réseau remplissait déjà la condition d'ancrage territorial, dans ce cas une progression devra être définie par le partenaire et sera évaluée lors du bilan d'évaluation final ;
- la tête de réseau ne remplissait pas la condition d'ancrage territorial, il lui sera alors demandé l'atteinte de ces objectifs en fin de période de la présente convention. Ces éléments seront également évalués lors du bilan d'évaluation finale.

Cette condition est exigée uniquement au titre du soutien dans les fonctions d'accompagnement et de soutien du réseau associatif, à l'exclusion du soutien dans la fonction d'appui au développement et à la structuration des réseaux associatifs émergents.

Enfin, pour obtenir un financement de la part de la Cnaf, les associations doivent présenter :

- des résultats positifs, notamment grâce à l'existence de ressources propres (cotisations, produits financiers, produits de services, etc.) ;
- des bilans certifiés conformes du président de l'association et du commissaire aux comptes, le cas échéant⁴ ;
- un compte-rendu financier pour toute subvention affectée.

La subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales » ne peut être directement attribuée aux associations locales par la Cnaf, ni faire l'objet d'une redistribution par leur tête de réseau associative.

Article 4 - Les engagements de la Caisse nationale des allocations familiales

4.1 - Le montant de la subvention

Montant annuel de la subvention par projet sur la période 2019-2022

<i>Titre du projet</i>	<i>Année de versement</i>				<i>Montant total</i>
	2019	2020	2021	2022	
<i>Montant total</i>					

⁴ Si le total des subventions issues d'organismes publics est supérieur à 153 000€.

4.2 - Les modalités de versement

La subvention sera créditée au compte de l'association, en deux versements, selon les modalités suivantes :

- Le versement de l'acompte

Le montant de l'acompte de l'exercice en cours représente 70% du montant de la subvention annuelle accordée sous réserve que le solde de la subvention relative à l'exercice précédent soit réglé.

- Le versement du solde la subvention

Le paiement par la Cnaf du solde de la subvention soit 30% est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées à l'article 5 et suivants de la présente convention, produites à partir du 1^{er} mars et au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En cas d'inexécution partielle d'un ou plusieurs des projets financés, le montant de la subvention pourra faire l'objet d'une refaction.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au 30 septembre peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun droit ne pourra être ouvert en (N).

Le versement de la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 5 et suivants.

Article 5 - Les engagements du partenaire

5.1 - Au regard des projets subventionnés

Le partenaire met en œuvre le/les projets suivant(s) :

- Projet 1⁵ :
- Projet 2⁵ :
- Projet 3⁵ :

Seules les associations têtes de réseau présentant des projets répondant à l'ensemble des conditions cumulatives figurant dans le cahier des charges « Soutien aux projets des têtes de réseaux associatives » peuvent prétendre à un financement de la Cnaf.

Le partenaire s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

⁵ Annexe : Projet(s) tel(s) que validé(s) par le conseil d'administration de la Cnaf ou de son instance délégataire pour la période 2019-2022

Le partenaire est conscient de la nécessité de garantir un fonctionnement de son service, sans prosélytisme, ni diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le partenaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité » de la branche Famille avec ses partenaires, adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Il s'engage à informer la Cnaf de tout changement apporté dans :

- Les données financières (budgets prévisionnels et comptes de résultat) intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses) ;
- La gouvernance et le pilotage du ou des projets financés par la dite subvention ;
- La mise en œuvre ou le déploiement du ou des projets subventionnés.

Et plus largement le partenaire s'engage à communiquer dans les meilleurs délais toutes informations qui viendraient à modifier de façon substantielle le contenu et la mise en œuvre du projet tel que présenté initialement à la Cnaf.

Le partenaire s'engage en cas de difficultés structurelles⁶ à informer le partenaire et à lui présenter dans les meilleurs délais un plan d'action.

5.2 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le partenaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Cnaf de tout changement apporté dans les statuts.

5.3 - Au regard de la communication

Le partenaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Cnaf, dans les informations et de tous les documents administratifs destinés aux familles et aux associations et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

⁶ On entend par difficultés structurelles les obstacles rencontrés par une association tels que :

- des coûts de gestion trop importants ;
- une mauvaise gestion financière ;
- un projet associatif inadapté à l'environnement ;
- etc...

Article 6 - Les pièces justificatives

Le partenaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le partenaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis par courriel à l'adresse suivante : vie_associative@cnafr.fr, sauf demande expresse de la Cnaf.

Le partenaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Cnaf et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place ou sur pièces.

Le versement de la subvention « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

6.1 - Les pièces justificatives relatives au partenaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Récépissé de déclaration en Préfecture. - Numéro SIREN / SIRET	Attestation de non changement de situation
Vocation	- Statuts signés et datés	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal, BIC IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan ⁷ (ou éléments de bilan) relatifs aux 3 dernières années de l'année précédant la demande (si la structure existait en N-1)	

⁷ Bilans financiers certifiés conformes du président de l'association et du commissaire aux comptes, si le total des subventions issues d'organismes publics est supérieur à 153 000€

6.2 - L'engagement du partenaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Qualité du projet	Synthèse du projet détaillant les caractéristiques de l'offre de service intégrant l'axe d'intervention, les objectifs généraux déclinés en actions, les moyens humains affectés, le nombre d'adhérents, l'environnement, le calendrier prévisionnel ...)	Synthèse du projet détaillant les caractéristiques de l'offre de service intégrant l'axe d'intervention, les objectifs généraux déclinés en actions, les moyens humains affectés, le nombre d'adhérents, l'environnement, le calendrier prévisionnel...), les critères et indicateurs d'évaluation.
Eléments financiers	Budget prévisionnel global de la structure associative de la première année de la convention.	Budget prévisionnel global de la structure associative de la première année de la convention.
	Budget prévisionnel de la première année de la convention (dédié au projet financé par la Cnaf).	Budget prévisionnel de la première année du renouvellement (dédié au projet financé par la Cnaf)

6.3 – Les pièces justificatives relatives au partenaire et nécessaires au paiement de la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif (solde de subvention)
Eléments financiers	Budget prévisionnel N Acompte versé sous réserve de la présence à la Cnaf du compte de résultat N-1 et du paiement du solde de l'année N-1	Compte de résultat N ⁸ par projet Bilan comptable de l'année N-1 Rapport du Commissaire aux comptes ⁹
Activité		Rapport d'activité de l'association Bilan annuel qualitatif pour chaque projet mettant en évidence la progression des différents indicateurs quantitatifs et qualitatifs ainsi que celle de son ancrage territorial

Le partenaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).
La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la subvention.

⁸ Issu du dossier Cerfa N°15059*02 accessible sur www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa-1509.dot

⁹ Si l'association est éligible

Le partenaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Article 7 - L'évaluation et le contrôle

7.1 - Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

À la signature de la convention, la Cnaf et le partenaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements sur la base d'objectifs quantitatifs et qualitatifs définis.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Cnaf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Cnaf et le partenaire.

A cette fin, une rencontre annuelle a minima est prévue, à l'initiative de l'une des deux parties.

En cas de constat d'écart significatif avec les objectifs définis, une des deux parties peut sur sa propre initiative, engager une rencontre.

A partir des résultats présentés par le partenaire dans le cadre du bilan annuel, l'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention
- L'atteinte des objectifs fixés sur les projets financés dans le cadre de la subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fédérations et associations nationales ».

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé selon les modalités définies entre les parties.

7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le partenaire doit pouvoir justifier, auprès de la Cnaf, de l'emploi des fonds reçus.

La Cnaf, avec le concours éventuel de Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le partenaire ne puisse s'y opposer.

Le partenaire s'engage à mettre à la disposition de la Cnaf et le cas échéant de la Caf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment les factures, documents comptables, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc... La Cnaf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Cnaf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 8 - La durée et la révision des termes de la convention

La présente convention de financement est conclue pour :

Titre du projet	Durée

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention

Article 9 – La fin de la convention

- Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le partenaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Cnaf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Cnaf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Cnaf non conforme à leur destination ;

- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la durée et la révision des termes de la convention » ci-dessus.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements de la subvention.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 10 - Les recours

- **Recours amiable**

La subvention dite « Soutien de la Cnaf aux fonctions de têtes de réseau des fédérations et associations nationales » étant une subvention, le conseil d'administration de la Cnaf est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Cnaf.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à	Le,	En 2 exemplaires
Nom, Qualité, Signataire Du représentant de l'association	Le Directeur de la Cnaf	Le Contrôleur général économique et financier
	Vincent Mazauric	Eric Nouvel

Annexes :

- Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires ;
- Synthèse des projets

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois sociales de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1 LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2 LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3 LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4 LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5 LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6 LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques ou religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7 LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est prosaït et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

